

LES DEFIS DE LA MODERNITE

(La modernité procès d'émancipation toujours inachevé).

1. La modernité est le produit d'une rupture intervenue dans l'histoire de l'humanité, rupture amorcée en Europe au cours des XVI-XVII et XVIIIe siècles, mais en aucune manière « achevée », ni dans ses lieux de naissance, ni ailleurs. Les facettes multiples de la modernité constituent un ensemble cohérent avec les exigences de reproduction du mode de production capitaliste, mais qui néanmoins permettrait également d'aller au delà de celui-ci.

La modernité est fondée sur la revendication de l'émancipation des êtres humains, à partir de leur libération des carcans de la détermination sociale dans ses formes traditionnelles antérieures. Cette libération appelait à renoncer aux formes dominantes de légitimation du pouvoir – dans la famille, dans les communautés au sein desquelles sont organisés les modes de vie et de production, dans l'Etat – fondées jusqu'alors sur une métaphysique, généralement d'expression religieuse. Elle implique donc la séparation entre l'Etat et la religion, une laïcisation radicale, condition de déploiement des formes modernes de la politique. Cette séparation n'appelle en aucune manière à l'abolition de la foi, mais elle implique le refus de soumettre la raison à une interprétation dogmatique quelconque de celle-ci. Elle implique donc que la recherche d'une conciliation éventuelle entre raison et foi soit laissée à la réflexion libre des individus ; elle refuse de donner du crédit à une forme quelconque de religion imposée par le pouvoir ou le conformisme social et fait de celle-ci une affaire strictement privée.

2. La naissance et le développement concomitants de la modernité et du capitalisme ne sont pas le produit du hasard. Les rapports sociaux propres au nouveau système de production que constitue le capitalisme impliquaient la liberté d'entreprise, celle de l'accès aux marchés, la proclamation du droit intangible à la propriété privée (« sacralisée »). La vie économique, émancipée de la sorte de la tutelle du pouvoir politique qui caractérisait les régimes antérieurs à la modernité, s'érige en domaine autonome de la vie sociale, mu par ses seules propres lois. Le capitalisme substitue à la détermination traditionnelle de la richesse par le pouvoir un rapport de causalité inverse faisant de la richesse la source du pouvoir. Mais la modernité réellement existante jusqu'à ce jour, c'est à dire celle dont le déploiement est demeuré enfermé dans le cadre du capitalisme, demeure ambiguë sur cette question des rapports pouvoir/richeesse. Elle est en effet fondée sur la séparation entre deux domaines de la vie sociale, celui de la gestion de son économie qu'elle confie aux logiques propres qui commandent l'accumulation du capital (la propriété privée, la liberté d'entreprise, la compétition) et celui de la gestion du pouvoir d'Etat par la pratique institutionnalisée de la démocratie politique (les droits du citoyen, les principes du pluripartisme etc.). Cette séparation arbitraire castre le pouvoir émancipateur potentiel proclamé par la modernité.

3. La modernité qui s'est déployée sous les contraintes limitantes du capitalisme est, de ce fait, contradictoire, promettant beaucoup plus qu'elle ne peut produire et générant de ce fait des espoirs inassouvis.

La modernité amorce une avancée sociale potentielle gigantesque que résume le terme d'émancipation et dont témoigne les progrès de la démocratie politique, si limités aient-ils été. Elle a donné une légitimité à l'action des classes dominées, exploitées et opprimées et permis que celles-ci arrachent progressivement au pouvoir du capital dominant des droits démocratiques qui n'ont jamais été produits spontanément par la logique de l'expansion

capitaliste et de l'accumulation. Elle a libéré un potentiel de transformation politique permettant l'épanouissement de la lutte des classes, établissant entre ces deux termes – politique et luttes de classes – le sens d'une équivalence qui leur donne toute leur force. Mais en même temps elle a inventé et développé les moyens qui lui permettraient de réduire la puissance potentielle de la démocratie émancipatrice.

Simultanément le capitalisme que la modernité accompagnait a entraîné un développement des forces productives à un rythme jamais connu auparavant dans l'histoire. Le potentiel de ce développement permettrait de résoudre les grands problèmes matériels de l'ensemble de l'humanité. Mais la logique qui commande l'accumulation capitaliste interdit qu'il en soit ainsi, approfondissant au contraire sans cesse une polarisation de la richesse à une échelle inconnue jusque là dans l'histoire universelle.

4. L'humanité contemporaine est donc confrontée aux contradictions de cette modernité – la seule que nous connaissions jusqu'ici – qui n'est que la modernité amorcée par l'étape capitaliste de l'histoire. Ces contradictions expriment la triple dimension destructive du capitalisme et donc de la forme de modernité qui l'accompagne.

Le capitalisme et sa modernité sont destructeurs de l'être humain, réduit au statut de marchandise porteuse de la force de travail. L'aliénation économiciste à travers laquelle s'exprime cette réduction vide la démocratie de son potentiel émancipateur. La démocratie – quand elle existe dans ces conditions, c'est à dire pratiquement dans les centres du système, bénéficiaires exclusifs du développement des forces productives – subit une dégradation qui la vide de sens. A la politique authentique – par laquelle s'exprime la capacité de l'imaginaire inventif de l'humanité – est substituée une démocratie – spectacle médiatique illusoire, de basse intensité, fondée sur un consensus creux construit et manipulé par le capital qui domine le système économique.

Fondé sur la logique de la rationalité à court terme du calcul économique, l'accumulation capitaliste et sa modernité sont simultanément destructeurs des bases naturelles de la reproduction sociale et de la vie, comme en témoignent les problèmes graves de l'écologie et les exemples à répétition de petits désastres (la vache folle en est une illustration parfaite).

La polarisation à l'échelle mondiale que véhicule l'accumulation du capital à cette échelle annule pour la majorité de la population humaine – celle des périphéries du système – toute perspective de satisfaction des besoins que la modernité promet, et par là même rend impossible l'enracinement de la pratique de la démocratie, fut-elle dégradée comme elle l'est dans les centres du système. Pour la majorité de l'humanité le capitalisme est un système odieux et en conséquence la modernité qui l'accompagne une farce tragique.

5. Les contradictions immanentes propres à la phase capitaliste de la modernité ont annulé le projet de l'utopie rationnelle telle qu'elle a été formulée à l'époque, à travers lequel s'exprimait en fait la rationalité exclusive de la reproduction du capital. Ces contradictions ont pratiquement obligé le capital dominant à inscrire son développement dans un cadre modulé sans cesse par le conflit entre d'une part les exigences de la logique du capital et d'autre part celles que les victimes du système sont parvenus à imposer en un lieu et en un temps déterminés. Au « capitalisme pur » formaté par les économistes conventionnels en chambre est substitué un capitalisme réellement existant, pragmatique, s'ajustant aux régulations du marché que les rapports sociaux imposent et aux conflits des nations remettant en cause les hiérarchies établies au sein du système mondial. Dans ce sens également si l'idéologie de la

modernité amorcée avec le capitalisme prétendait « faire table rase du passé » pour lui substituer l'utopie de la rationalité exclusive du capitalisme, dans les faits le capitalisme a dû faire avec la réalité exprimée par ces antécédents. La modernité réellement existante devient alors un patchwork qui tranche avec la cohérence de ses thèses théoriques fondatrices.

6. Les peuples contemporains sont donc confrontés aux défis que constituent le capitalisme et la modernité réellement existants. Les attitudes et postures à travers lesquelles s'expriment les différents courants politiques et idéologiques du monde contemporain doivent être appréciées à l'aune de la nature de leur réponse à ces défis explicite ou implicite.

L'idéologie dominante s'emploie simplement à ignorer le défi. Cette ignorance est exprimée d'une manière naïve, en dépit de la sophistication éventuelle de son langage, par les idéologues anglo-américains du libéralisme. Ce « discours des repus » ne reconnaît qu'une seule valeur humaine à laquelle elle réduit la modernité : la liberté individuelle. Au prix d'ignorer que cette liberté devient, dans le cadre du capitalisme, celle qui permet aux plus forts d'imposer leur loi aux autres, que cette liberté est parfaitement illusoire pour la grande majorité (l'hypothèse libérale imagine que chaque individu peut devenir un Rockefeller comme on disait naguère que chaque soldat possédait dans son sac à dos un bâton de maréchal), qu'elle heurte de front l'aspiration à l'égalité qui constitue le fondement de la démocratie.

Cette même idéologie fondamentale est partagée par tous les défenseurs du système – pour lesquels le capitalisme constitue un horizon indépassable, la « fin de l'histoire ». Les plus extrémistes n'hésitent pas à accepter que la société soit conçue comme une jungle « d'individus », à sacrifier l'intervention pacifiante éventuelle de l'Etat à des principes d'une gestion qui réduit le pouvoir public aux fonctions d'un instrument au service exclusif des « gagnants ». Leur concept n'est pas différent de celui d'une dictature mafieuse du capital. D'autres souhaitent donner un visage humain à cette dictature et tentent d'atténuer l'extrémisme du principe exclusif de la liberté individuelle en le diluant dans des propositions qui lui associent d'autres considérations pragmatiques de justice sociale et de « reconnaissance des différences », communautaires entre autre. Le post modernisme, par son invitation à « accepter » et à « s'ajuster » à la réalité contemporaine, à la « gérer » au ras des pâquerettes au mieux du possible immédiat sans plus, s'inscrit également dans cette perspective de négation du défi.

Pour les grandes majorités cette modernité en question est tout simplement odieuse, hypocrite, fondée sur la pratique cynique du « deux poids, deux mesures ». Leur rejet est donc violent, et cette violence est parfaitement légitime. Le capitalisme réellement existant et la modernité qui l'accompagne n'ont rien à proposer à ces majorités.

Mais rejeter est un acte négatif. L'efficacité exige qu'on l'accompagne d'une proposition alternative positive. C'est ici que les insuffisances de la réflexions et des projets dont elles s'abreuvent peuvent annihiler l'efficacité de la révolte et finalement l'inscrire dans la soumission de fait aux exigences du capitalisme et de la modernité qu'on prétend refuser. L'illusion principale s'alimente de la nostalgie du passé pré-moderne. Cette nostalgie a ses défenseurs tant dans les centres que dans les périphéries du système. Dans les premiers la nostalgie du passé peut passer pour rêverie sans grande portée, expression conservatrice et moyen pour les repus d'atténuer les dangers de la revendication émancipatrice des victimes du système, réduisant ainsi la modernité à un patchwork incohérent mêlant vestiges manipulés du passé et exigences du présent. Mais dans les périphéries la posture passéiste procède d'une

révolte violente et justifiée, dont elle n'est qu'une forme névrotique et impuissante, parce que tout simplement elle est fondée sur l'ignorance de la nature du défi de la modernité.

Le passéisme s'exprime dans des langages divers, généralement ceux d'une interprétation religieuse intégriste ou fondamentaliste, masquant en fait une option conservatrice conventionnelle, ou ceux de l'ethnicité parée de vertus spécifiques transcendant les autres dimensions de la réalité sociale – les classes entre autre. Le dénominateur commun à toutes ces formes est leur attachement à une thèse culturaliste en vertu de laquelle religions et ethnies seraient caractérisées par des spécificités transhistoriques qui définiraient des identités intangibles. Sans fondement scientifique, ces postures n'en sont pas moins mobilisatrices de masses marginalisées et désemparées par les destructions de la modernité capitaliste. Mais elles sont par là même des moyens efficaces de manipulations qui s'inscrivent dans des stratégies confortant la soumission de fait à la dictature conjointe des forces dominantes dans la mondialisation capitaliste et de ses courroies de transmission locales et subalternes. L'Islam politique est un bel exemple de ce mode de gestion dans le capitalisme périphérique (cf. L'Islam politique). En Amérique latine et en Afrique la prolifération de « sectes » obscurantistes soutenues par les appareils nord américains pour faire barrage à la théologie de la libération manipule le désarroi des exclus et leur révolte contre l'Eglise officielle conservatrice (cf. Eglises conservatrices, théologie de la libération, sectes).

En contrepoint, relever le défi de la modernité implique qu'on prenne la mesure des contradictions de la modernité amorcée par le capitalisme et conçoive un projet sociétaire situé dans l'avenir et non le passé, capable de les dépasser. Cette posture implique qu'on mette l'accent non sur les différences héritées du passé mais sur celles que l'invention du futur génère par son propre mouvement (cf. Diversité héritée du passé et diversité dans l'invention du futur).

Les forces conservatrices et réactionnaires qui dominent la scène contemporaine tant au plan mondial qu'à ceux des sociétés locales (cf. Les défis de la mondialisation) s'emploient à faire reculer le projet inachevé de la modernité, en imposant des réponses incohérentes mais néanmoins efficaces dans le court terme associant la reproduction des apparences du passé et les exigences de la poursuite de l'accumulation destructrice du capital.